

# Quand Sarkozy adhère a la CGT....

Lundi 30 novembre 2009

de LAURENCE DEQUAY ET VANESSA SCHNEIDER

En ces temps de crise, le chef de l'Etat et le secrétaire général du premier syndicat de France vivent une étrange idylle. Mais les sujets de discorde menacent...

Dans les couloirs de l'Elysée et sous les lambris des ministères, à Matignon comme au Palais-Bourbon, se raconte une étrange histoire : Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, et Nicolas Sarkozy, le président du « travailler plus pour gagner plus », vivaient une sorte d'idylle. Cette entente, aussi incongrue que parfaite, aurait permis à la France de traverser dans la sérénité une des pires crises économique, financière et donc sociale qu'elle ait eu à connaître. « C'est un automne miraculeux, se réjouit un conseiller du président, pas le moindre patron séquestré, pas un étudiant dans la rue, pas une manif ! » « Sarkozy et Thibault ont canalisé le mécontentement, ils ont éteint les feux de concert, et nous avons ainsi passé dans le calme une période épouvantable », se félicite un autre. Alors, Elysée-CGT, même combat ?

## « Irréprochable » CGT...

Il est en tout cas bien loin, le temps où le candidat Sarkozy faisait siffler le nom de Thibault, le syndicaliste rouge, dans les meetings UNIE Aujourd'hui, au plus haut sommet de l'Etat, il est de bon ton de vanter les mérites de celui qui s'apprête à rempiler pour un quatrième mandat à la tête de la confédération. « Thibault est quelqu'un de très responsable, très sûr, très intelligent », s'enthousiasme le ministre du Travail, Xavier Darcos. « C'est un bonheur sans nom de travailler avec la CGT, c'est carré, on sait à quoi s'en tenir », se souvient un proche de Xavier Bertrand, l'un de ses prédécesseurs Rue de Grenelle. Devant les journalistes de « Marianne », le 6 novembre, Alain Minc, qui a l'oreille du président, parle, lui, carrément de « cogestion » du pouvoir avec la centrale de Montreuil !

La conduite de la CGT pendant la crise, considérée comme « irréprochable » au Château, en serait la parfaite illustration. La nomination récente d'Henri Proglio, le patron de Veolia, à la présidence d'EDF en serait une autre. « Thibault a clairement fait savoir à l'Elysée que Proglio était le candidat de la CGT », assure un conseiller de Nicolas Sarkozy. La confédération syndicale se serait laissé séduire par le projet industriel (un rien mégalo) du grand patron. Et elle apprécie la façon dont Proglio travaille avec les syndicats. Mais peut-on pour autant aller jusqu'à la cogestion ?

Officiellement, la CGT réfute cette thèse. « En l'absence d'un réel débat droite gauche, le pouvoir doit montrer coûte que coûte qu'il discute, » explique Jean-Christophe Le Duigou, un proche de Thibault.

« Sarkozy et Thibault ont canalisés le mécontentement. Ils ont éteint les feux de concert. » Un conseiller du président

Il met d'autant plus en scène ses relations avec notre centrale que l'emploi est redevenu la première préoccupation des Français et que le Medef est aux abonnés absents. » « *Il ne faut surtout pas prononcer le mot de cogestion, murmure en écho un dirigeant de l'UMP, ça signifierait la mort de la CGT* » A l'approche du congrès de la CGT, qui s'ouvre le 7 décembre, les opposants se saisissent d'ailleurs de l'argument pour mettre Thibault en difficulté. Ce n'est ni le souhait ni l'intérêt de... Nicolas Sarkozy

Les deux hommes se sont jaugés en 2004. En bon héritier du balladurisme, le ministre de l'Economie Sarkozy ne jure alors que par les privatisations, les dérégulations et l'orthodoxie financière. « Lors de nos premières rencontres, il a essayé » de nous tutoyer tout employant un langage brutal. Le climat était tendu, voire glacial », se souvient un proche de Thibault. **C'est donc avec un autre responsable de la CGT, Frédéric Imbrecht, secrétaire de la puissante fédération de l'énergie, que Sarkozy va s'entendre.** En dépit des manifestations qui noient le pavé parisien d'une marée bleue de gaziers et d'électriciens, Imbrecht comprend vite qu'il n'évitera pas un changement de statut d'EDF Mais, en échange d'une victoire politique, l'ambitieux Sarkozy est prêt à garantir le statut des personnels et à préserver leurs œuvres sociales. La CGT découvre aussi l'autre visage du futur candidat UMP, le gaullo-pragmatique capable de remiser son libéralisme pour investir 800 millions de francs d'argent public pour sauver Alstom au bord du dépôt de bilan. « Sarkozy est un ancien avocat, il a la culture du deal », commente un proche du chef de l'Etat. La CGT saura s'en souvenir. « Syndicalisme de conquête »

Lors de la campagne présidentielle, pour arracher aux rangs lepénistes une fraction de l'électorat ouvrier, Sarkozy n'hésite pas à s'inspirer d'un projet cher à la CGT : la sécurisation des parcours professionnels. Il la décline sous forme de la « flexi-sécurité ». Dès son élection, et avant même son intronisation, il reçoit les leaders des confédérations syndicales. Le geste plaît. « Avant l'arrivée de Nicolas Sarkozy à l'Élysée, les relations du président de la République avec les dirigeants syndicaux étaient rares et plutôt formelles, et en particulier avec le secrétaire général de la CGT », rappelle Raymond Soubie, conseiller social de l'Élysée. Dès les premiers jours de la mandature, Sarkozy et Soubie élaborent une « nouvelle doctrine » concernant les relations entre le gouvernement et la CGT, jusque-là persona non grata à droite.

Cette doctrine repose sur une analyse

La CGT a pris ses distances avec le communisme, elle cherche une autre voie, notamment par la conquête de nouveaux secteurs ; il faut donc l'aider car l'État a besoin d'un partenaire solide. La CGT étant le syndicat le plus puissant, l'exécutif ne doit plus le laisser en dehors du jeu martèle Soubie. De fait, la confédération n'a jamais été autant invitée au Château « On les écoute, on les met en lumière, on leur donne des tribunes, ils sont gagnant : dans l'opération », ajoute le conseiller social.

Ainsi Sarkozy et Thibault se voient régulièrement et se découvrent des points communs. « Le président se sent d'autant plus à l'aise avec le patron de la CGT que ce dernier affectionne, comme lui, les rapports de force et respecte le principe de réalité », explique Raymond Soubie. « Dans le discours de Sarko qui consiste à se prévaloir de la gauche, le rapprochement avec Thibault prend tout son sens », ajoute un ministre qui reconnaît que les deux hommes partagent une « conception

industrielle de l'économie ». L'axe Thibault Sarkozy s'inscrit aussi dans une répartition des rôles encore plus vaste. « Fillon traite avec la CFDT et Chérèque avec qui il s'entend bien depuis qu'il a été ministre des Affaires sociales, et, ici, à l'Élysée, on bichonne la CGT », décrypte un conseiller du président de la République.

**« La CGT a pris ses distances avec le communisme. Elle cherche une autre voie. Il faut l'aider car l'État a besoin d'un partenaire solide »**

Dès son élection, en 2007, le chef de l'État s'est appliqué à montrer qu'il donnait des gages aux grandes confédérations, leur accordant la réforme de la représentativité syndicale. Cette révolution, qui consiste à exclure des négociations d'entreprises les organisations recueillant moins de 8 % des voix aux élections professionnelles, assure, en effet, le pouvoir aux « gros » syndicats. Un super cadeau. Depuis cette concession majeure, les confédérations et, notamment, la CGT n'ont pas obtenu grand-chose. Ainsi Thibault doit-il faire face à des contestations internes. Au siège de la confédération, à Montreuil, ce pas de deux inédit agace certains, raidit autant qu'il flatte.

Pris à partie par les « rouge vif » de sa base, partisans d'un syndicalisme de classe qui exclut qu'un camarade prenne le café avec le patron, Bernard Thibault défend son «syndicalisme de conquête», ce syndicalisme associant contestation et négociation, élaboré dès la fin des années 90 avec son prédécesseur Louis Viannet pour permettre à la CGT vieillissante, et peu présente dans les secteurs tertiaires précarisés, de se redéployer. « Lorsque je rencontre le chef de l'État, je n'ai pas l'impression de vendre mon âme au diable, martèle le secrétaire général. J'assume mes responsabilités, comme le font des milliers de délégués syndicaux face à leur employeur, des centaines de dirigeants locaux qui s'adressent aux préfets, aux maires. J'y vais avec nos exigences, nos analyses et nos propositions. »

Et d'égrener quelques acquis : la reprise de la fonderie morbihannaise SBFM par Renault ; la mise en place d'une filière nationale de déconstruction des navires lors du « Grenelle de la mer » ; un début de réforme de la formation professionnelle.

Alors, véritable cogestion ou dialogue constructif entre adversaires qui se respectent ? « Il n'y a pas eu de deal entre l'Élysée et la CGT sur le mode « signons une trêve pendant la crise » ; tranche Pierre Feracchi, président du groupe Alpha (Secafi), soutien de nombreux comités d'entreprises confrontés à des licenciements. En revanche, le gouvernement a surfé avec habileté sur la très grande responsabilité et l'unité des organisations syndicales. » Un exemple de cette « coproduction » ? Le traitement du chômage partiel de longue durée enduré au deuxième trimestre 2009 par 319 000 salariés. Dès le 15 décembre 2008, les partenaires sociaux amélioraient leur indemnisation à 75 % du salaire net. Mais, au lendemain du sommet social élyséen de février 2009, ils autorisaient, avec l'accord de l'État, que cette rémunération corresponde à 90 % du revenu net. Un accord paraphé par la CGT. Dans la foulée, le chef de l'État accordait à la centrale de Montreuil, effarée par les milliers de destructions d'emplois dans l'industrie, le lancement d'états généraux de ce secteur. Un pur exercice de communication ? « Si c'est le cas, nous serons là pour dénoncer la manœuvre », prévient Thibault, échaudé par le piètre plan de reprise proposé par le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, aux salariés de l'Américain Molex. « Mais, si nous gagnons une opportunité de faire avancer nos idées, nous ne devons pas la laisser passer. Les salariés ne le comprendraient pas. » Et le leader à

cheveux longs d'ajouter : « Sarkozy est le premier à savoir qu'on ne roule pas la CGT dans la farine...

### ***Bientôt, la fin de la lune de miel ?***

Bernard Thibault estime d'ailleurs impensable qu'après la crise les affaires reprennent... comme avant. « Tout en se présentant comme un fervent partisan de la moralisation du capitalisme, Nicolas Sarkozy mène dans les faits une politique de renflouement du système », accuse-t-il. **Menacés par une avalanche de plans sociaux, dans l'industrie notamment, les salariés ont compris qu'ils constituaient la première variable d'ajustement d'un modèle économique privilégiant toujours**

« Sarkozy ne fonctionnant qu'au rapport forcer, les salariés savent qu'ils devront livrer un combat de longue haleine. » Bernard Thibault

La rentabilité à court terme. « Ils ne veulent plus être ravalés au rang de victimes de la crise, argumente le secrétaire général de la CGT. Ils veulent être respectés par leur employeur, par l'Etat et être en mesure de peser sur les principaux choix stratégiques de leur entreprise. Sarkozy ne fonctionnant qu'au rapport de force, ils savent que, pour conquérir cette place, il leur faudra livrer un combat de longue haleine. »

Ce combat passera sans aucun doute par une terrible et nouvelle négociation sur les retraites, le partage de la valeur ajoutée et la réforme financière du paritarisme promise, dès 2007, par le président.

Dès lors, la lune de miel entre la CGT et l'Elysée, entre Nicolas Sarkozy et Bernard Thibault, pourrait prendre fin. Vite, très vite

• L.D. et VS.

▶ <http://www.oulala.net/Portail/spip.php?breve1681>

▶ <http://www.marianne2.fr/>

**De : LAURENCE DEQUAY ET VANESSA SCHNEIDER  
lundi 30 novembre 2009**